

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article457>



# La démocratie vue de la planète Sarkozy

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - La constituante face à l'Union européenne -



Date de mise en ligne : mardi 23 août 2011

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

Toujours porté par le tropisme de l'équilibre budgétaire, d'ailleurs dicté par les instances de Bruxelles et se résumant à une diminution des dépenses publiques, Nicolas Sarkozy fulmine contre les opposants qu'il accuse de jouer contre « l'intérêt national ». Découvrant soudain l'option démocratie, il déclare que, si le Parlement, réuni en Congrès, ne veut pas soutenir son projet de constitutionnalisation de cette fameuse « règle d'or », ce sera au peuple d'en décider.

On pourrait penser, de prime abord, qu'il est alors question de soumettre la question à référendum. La chose ne serait pas en elle-même absurde, d'une part car la Constitution ne peut émaner que du peuple, d'autre part parce que les conséquences de la réforme en question seront importantes sur l'emploi, les entreprises et les services publics. Le seul étonnement serait que cette idée effleure l'actuel locataire de l'Élysée, qui avait, en février 2008, organisé la ratification du traité de Lisbonne contre la volonté populaire exprimée au référendum du 29 mai 2005. Mais en réalité, il n'est question, dans son esprit, que de demander à ce que le candidat qui portera cette proposition en 2012 (à savoir lui-même) soit élu : « *Ce sera aux Français de trancher lors de l'élection présidentielle* », a-t-il ainsi déclaré.

Au-delà des jeux tactiques (rassembler les voies dites centristes sur sa candidature), une telle assertion pose une fois de plus la question fondamentale de la nature de nos institutions. Ainsi, le seul pouvoir légitime devient de plus en plus le Président qui, dans le contexte d'une élection fourre-tout, rallie d'avantage sur sa personne que sur son programme, avec toutes les ambiguïtés que cela comporte. Le Gouvernement n'est destiné, quant à lui, qu'à mettre en œuvre sa volonté et le Parlement à l'avaliser.

Depuis plusieurs années, l'Association pour une Constituante développe l'idée que les institutions sont la clef de la grave crise sociale et politique dans laquelle s'enfonce la France. Nicolas Sarkozy vient, bien involontairement, apporter de l'eau à notre moulin, même si le chemin qu'il indique est à l'opposé du nôtre.